

Programme Terminale DNL –Session 2021

Thème 4 – Un État et ses régions dans l’Union européenne et/ou dans la mondialisation

Question(G) ou Chapitre (H) : G5 – Les lignes de force du territoire

Séquence : Les lignes de force du Royaume-Uni

Liens possibles avec le programme de LV : Identités et échanges

Par Antony CEYRAT, professeur d’histoire géographie DNL anglais (78)

Ressources

Problématique et principaux axes de travail :

Comment le Brexit réveille-t-il certaines anciennes fractures territoriales du Royaume-Uni (Ecosse, Irlande du Nord) ?

Le thème invite à interroger le jeu des « nations » du Royaume-Uni, à différentes échelles, dans l’intégration européenne et l’impact du Brexit sur les (dés)équilibres régionaux.

Axe 1 : How united is the United Kingdom?

- Il est possible, en introduction, de rappeler que les fractures territoriales du Royaume-Uni préexistent au Brexit, qui peut en apparaître, dans une certaine mesure, comme un symptôme. C’est pourquoi l’on peut questionner l’idée d’un Royaume « uni », à l’aide d’études publiées sur la question, notamment à l’occasion du recensement de 2011, ce qui permet de montrer l’antériorité de cette question par rapport au Brexit. Les résultats mettent en évidence un fort sentiment d’appartenance britannique en Angleterre – en particulier à Londres – et au Pays de Galles, tandis que les habitants des autres Etats du Royaume mettent en avant leur identité nationale, une situation que l’on pourra explorer en recoupant les résultats avec l’âge des répondants. Il est possible d’essayer d’identifier quelques facteurs pouvant expliquer la faiblesse relative du sentiment de « britannité » (« *Britishness* ») à l’aide de cartes évoquant certaines des grandes lignes de fracture : historique, puisque le Royaume-Uni dans sa forme actuelle est de construction assez récente ; culturelle, notamment autour de la question du gaélique par exemple, ou des différences religieuses ; politique, par exemple en étudiant les résultats des élections générales de 2019, qui montrent des clivages géographiques assez forts.
- “How British is Britain?”, Mark Easton, BBC News, 30/09/2013 (<https://www.bbc.com/news/uk-24302914>)
- “UK general election 2019: full results”, Financial Times, 13/12/2019 (<https://ig.ft.com/uk-general-election-2019-results/>)
- “Languages and Religions of the United Kingdom and Ireland”, National Geographic, (<https://www.nationalgeographic.org/lesson/languages-and-religions-united-kingdom-and-ireland/>)

Axe 2 : The socioeconomic organization of England

- L'étude des équilibres territoriaux en Angleterre est un point qui semble incontournable, dans la mesure où il est particulièrement bien documenté dans la géographie britannique. On observe ainsi un clair contraste entre le Nord et le Sud, ce que la tradition géographique britannique appelle le « *North-South divide* ». Concentration des richesses, espérance de vie, emploi, éducation, ou encore criminalité, tous les indicateurs ou presque soulignent un surcroît d'attractivité du « Sud » par rapport au « Nord », ces deux dernières entités, dont les définitions sont âprement discutées, étant entendues comme les territoires répartis de part et d'autre des Midlands (sans que l'on puisse se prononcer définitivement sur l'appartenance de ces derniers à l'une ou l'autre de ces deux catégories, voir l'article de la BBC ci-dessous). Il convient de mesurer le poids des héritages historiques pour comprendre ce clivage, entre un « Nord » généralement de tradition ouvrière et industrielle, donc moins qualifié et ayant davantage souffert des délocalisations générées par la compétition mondiale, et un « Sud » et plus orienté vers la sphère périproductive et qui polarise les fonctions de commandement., ainsi que lui permet son plus haut niveau d'éducation. Enfin, cet axe de réflexion est aussi l'occasion de questionner les mesures mises en place par le Gouvernement pour tenter de combler le retard du « Nord » : c'est le cas du *Northern Powerhouse Rail*, un ensemble de lignes ferroviaires nouvelles et/ou améliorées, visant entre autres à renforcer les liaisons Nord-Sud, ce qui est présenté comme étant de nature à rééquilibrer le développement anglais. Toutefois, ce plan est critiqué, notamment en ce qu'il privilégie l'échelle nationale avec des lignes à grande vitesse qui seront de peu d'utilité aux citoyens du Nord, qui préféreraient développer les lignes ferroviaires locales.
- "Are the Midlands in the North, the South, or neither?", BBC, 19/01/2018, (<https://www.bbc.co.uk/bbcthree/article/47a383fe-b9e8-4501-b069-a15a30514667>)
- "Where Britain's wealthiest live", Financial Times, 10/05/2019 (<https://www.ft.com/content/a1455366-7167-11e9-bf5c-6eeb837566c5>)
- "Life expectancy at birth in the UK 2015-2017", House of Commons library, 14/01/2018 (<https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-8281/>)
- "England's most deprived areas named as Jaywick and Blackpool", BBC, 26/09/2019 (<https://www.bbc.com/news/uk-england-49812519>)
- "Industrial location in 1900, 1960 and 2000", *New Key Geography for GCSE*, Nelson Thornes, 2002.
- "Northern Powerhouse Rail", (<https://transportforthenorth.com/northern-powerhouse-rail/>)
- "HS2's northern critics: 'We don't need it but we'll be paying for it', The Guardian, 04/02/2020, (<https://www.theguardian.com/uk-news/2020/feb/04/hs2s-northern-critics-we-dont-need-it-but-well-be-paying-for-it>)

Axe 3 : Scotland, Brexit and the United Kingdom

- La situation de l'Ecosse par rapport au reste du Royaume-Uni mérite que l'on s'y arrête, notamment dans la mesure où le Brexit est venu relancer la question indépendantiste alors qu'elle semblait avoir été réglée, du moins provisoirement, par le référendum de 2014. Il paraît utile de ressaisir d'abord quels étaient les termes du débat à cette époque, en dressant pour commencer une sorte de portrait-robot des partisans de l'indépendance : les principaux fiefs du Scottish National Party (SNP), au pouvoir en Ecosse depuis 2007 et principal promoteur de l'indépendance, se trouvent dans la « ceinture centrale » (« *Central belt* ») du pays. Or, il s'agit d'espaces généralement plus densément peuplés où l'on trouve des proportions élevées de citoyens s'identifiant lors du recensement de 2011 comme « *Scottish only* ». Sur le plan géographique, on peut donc émettre l'hypothèse d'un indépendantisme plus affirmé au sein d'une Ecosse centrale, dense et urbaine, hypothèse d'ailleurs confirmée par l'interprétation des résultats du référendum de 2014 (voir plus bas). On peut dès lors évoquer les motivations des indépendantistes, qui mettent fréquemment en avant, outre

l'argument historique et/ou culturel (voir Axe 1), le haut niveau du PIB national, son faible taux de chômage ou l'existence d'hydrocarbures dans la mer du Nord, en somme un pays prospère sur le plan économique qui se passerait volontiers du Royaume-Uni. On peut mettre en regard de ces arguments ceux portés par les adversaires de l'indépendance : l'Ecosse souffre de problèmes sociaux importants, tels qu'un faible niveau de qualification de la population ou une espérance de vie moins élevée que dans le reste du Royaume. Pour eux l'association continue avec Londres est indispensable, alors que la faible population écossaise – à peine plus de 8% de celle du Royaume-Uni – leur fait craindre une perte d'influence significative à l'échelle mondiale sans le partenaire britannique.

- Après ce panorama de la situation, il convient de montrer en quoi le Brexit est venu percuter le verdict du référendum de 2014, en commençant d'abord par tenter d'en expliquer les résultats. Au-delà d'une victoire nette du « Non » à hauteur de 55% des suffrages, quelques régions, certes très peu nombreuses, se sont prononcées en faveur du « Oui », principalement autour de la « ceinture centrale » du pays ; on ne manquera pas de souligner que ces espaces coïncident avec ceux d'une « Ecosité » (« *Scottishness* ») forte, généralement associés politiquement au SNP (voir plus haut). Par ailleurs, on peut observer que la situation socioéconomique et l'âge ont semblé jouer un rôle déterminant dans les comportements électoraux : la « ceinture centrale », plus affectée par le chômage et plus jeune, a davantage soutenu le « oui », alors que le reste du pays, jouissant d'une meilleure situation économique et plus âgé, a sans doute misé sur une forme de sécurité en votant plutôt « non », d'autant plus que la question des retraites en cas d'indépendance s'était imposée comme un des thèmes majeurs de la campagne électorale. On aurait pu croire la question réglée mais c'était sans compter sur le référendum relatif au Brexit du 23 juin 2016, qui vit l'Ecosse voter « *Remain* » à 62% alors que le reste du Royaume votait « *Leave* » à 52%. L'étude des fonds européens régionaux au Royaume-Uni permet d'éclairer ce choix, puisque certains territoires septentrionaux de l'Ecosse font partie des bénéficiaires. On comprend mieux pourquoi la Première Ministre de l'Ecosse Nicola Sturgeon pouvait déclarer dès le 24 juin 2016 qu'un second référendum sur l'indépendance écossaise était « *sur la table* », proposant ultérieurement l'horizon 2021. Quels pourraient en être les contours ? On peut d'ores et déjà s'intéresser au débat autour de cette hypothèse. Les Ecossais apparaissent très partagés quant à l'opportunité d'un second référendum en 2021 (nul doute que depuis, la crise sanitaire mondiale ait d'ailleurs rendu cet horizon temporel complètement caduc), 47% se prononçant pour et 45% contre. Les intentions de vote sont également très serrées : le « oui » est donné gagnant à seulement 51% dans certaines enquêtes, ce qui marque toutefois une progression de 6 points par rapport à 2014, notamment en raison du glissement électoral de citoyens ayant voté « Non » en 2014 mais « *Remain* » en 2016, preuve que le Brexit a sérieusement rebattu les cartes du jeu politique écossais.

- “Census suggests most Scots 'feel only Scottish'”, BBC, 26/09/2013 (<https://www.bbc.com/news/uk-scotland-24282271>)
- “Scottish only identity by council area”, Wikimedia Commons (https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Scottish_only_identity_by_council_area.svg)
- “2011 Census: First Results on Population Estimates for Scotland”, National Records of Scotland, 17/12/2012 (<https://www.scotlandscensus.gov.uk/documents/censusresults/release1a/rel1asb.pdf>)
- “GE19 – Where did the votes come from?”, Ballot Box Scotland, 14/12/2019 (<http://ballotbox.scot/ge19-where-did-the-votes-come-from>)
- “Scotland in numbers”, BBC, 25/11/2013 (<https://www.bbc.com/news/uk-scotland-24866266>)

- “Scotland's Marine Atlas: Information for The National Marine Plan”, Scottish Government, 16/03/2011 (<https://www.gov.scot/publications/scotlands-marine-atlas-information-national-marine-plan/pages/51/>)
- “11 things we learned from the Scottish 2011 census”, BBC, 17/12/2012 (<https://www.bbc.com/news/uk-scotland-20754751>)
- “2011 Census: Key Statistics and Quick Statistics for Local Authorities in the United Kingdom”, Office for National Statistics, 2013 (<https://www.ons.gov.uk/employmentandlabourmarket/peopleinwork/employmentandemployeetypes/bulletins/keystatisticsandquickstatisticsforlocalauthoritiesintheunitedkingdom/2013-12-04>)
- “In maps: How close was the Scottish referendum vote?”, BBC, 19/09/2014 (<https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-29255449>)
- “EU referendum: Scotland backs Remain as UK votes Leave”, BBC, 24/06/2016 (<https://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-36599102>)
- “Assisted Areas Map 2014 to 2020”, UK Government, 18/12/2013 (<https://www.gov.uk/government/consultations/assisted-areas-map-2014-to-2020-stage-2>)
- “We do what we want! Scotland 'doesn't need Westminster permission' for referendum says SNP”, The Express, 18/12/2019 (<https://www.express.co.uk/news/uk/1218257/scotland-second-independence-referendum-nicola-sturgeon-SNP-boris-johnson>)
- “Scottish independence: Yes leads as Remainers increasingly back splitting with UK”, YouGov, 30/01/2020 (<https://yougov.co.uk/topics/politics/articles-reports/2020/01/30/scottish-independence-yes-leads-remainers-increasi>)

Axe 4 : Northern Ireland, Brexit and the United Kingdom

- On peut terminer ce tour d’horizon en évoquant la question de l’Irlande du Nord, que le Brexit a contribué à raviver. Il convient pour commencer de faire le point sur les origines de la tension nord-irlandaise, en montrant d’abord que l’Irlande du Nord constitue un cas à part au sein du Royaume-Uni. On peut mettre en évidence un clivage net sur au moins trois plans entre l’est et l’ouest du pays : identitaire (l’est se définit majoritairement comme britannique, tandis que l’ouest s’identifie plutôt comme irlandais), culturel (Protestants plutôt à l’est et Catholiques majoritaires à l’ouest) et politique (le parti unioniste DUP majoritaire à l’est et le parti républicain nationaliste Sinn Féin à l’ouest). En somme, une Irlande du Nord plutôt protestante, britannique et unioniste d’une part, face à une Irlande du Nord plutôt catholique, irlandaise et républicaine de l’autre, même si l’on se gardera de présenter l’appartenance à l’une ou l’autre de ces communautés comme étant le déterminant fondamental des allégeances politiques. Ces deux groupes témoignent en outre de différences importantes sur le plan socio-économique : l’ouest affiche un niveau de pauvreté nettement supérieur à celui de l’est, ce qui est également vrai pour le taux de chômage. Cependant, l’ouest bénéficie d’un dynamisme démographique supérieur, ce qui ne laisse pas d’inquiéter la communauté protestante : détentrice des principaux leviers de pouvoir, cette dernière craint de devenir minoritaire, possiblement dès 2021. Enfin, on pourra évoquer les formes que ces tensions ont prises au cours des dernières décennies, par exemple dans la capitale Belfast, dont l’organisation spatiale peut être analysée comme une mise en abyme de la situation nord-irlandaise, dans la mesure où on retrouve un certain clivage est/ouest entre Protestants et Catholiques. Une étude spatiale des affrontements armés meurtriers pendant la période dite des « Troubles » entre 1969 et 2001 (environ 3 000 morts) permet de souligner l’intensité du conflit. Enfin, l’exemple de Belfast permet d’attirer l’attention sur la violence symbolique de

certaines des solutions mises en place pour contrôler la tension, telles que les « *peace lines* », des murs élevés entre certains quartiers protestants et catholiques.

- Dans quelle mesure le Brexit vient-il bouleverser le jeu nord-irlandais ? Il convient d'abord d'étudier la relation qu'entretient l'Ulster avec l'Union européenne, qui peut se comprendre à la lumière du rôle de médiatrice que l'UE a pu jouer lors des « Troubles », notamment au détour du programme PEACE. On peut mentionner, au titre de ses réalisations, le financement du « Pont de la paix » à Derry/Londonderry en 2011, destiné à rapprocher les communautés protestante et catholique. Cette situation peut contribuer à expliquer le positionnement électoral de l'Irlande du Nord lors du référendum de 2016 : 56% du pays a voté « *Remain* », mais on remarque que l'est du pays à majorité protestante a plutôt voté « *Leave* ». On retrouve donc ici quelques similitudes avec la situation écossaise, puisque l'Irlande du Nord se voit entraînée vers une sortie de l'UE contre l'avis de la majorité de ses citoyens, ce qui ne laisse pas de susciter certaines alarmes quant à la pérennité de l'engagement européen dans le processus de paix nord-irlandais, notamment à travers la continuation du programme PEACE. Mais c'est surtout la question de la nouvelle frontière inter-irlandaise qui inquiète : avant le Brexit, cette dernière était ouverte, dans la mesure où les deux Etats (République d'Irlande et Royaume-Uni) étaient membres de l'UE depuis 1973 et faisaient partie du marché commun. Avec le départ du Royaume-Uni, cette dyade devient une frontière extérieure de l'Union, donc soumise à des contrôles et des taxes frappant les marchandises. Or, la disparition des contrôles aux frontières est considérée comme une des avancées majeures des accords de paix nord-irlandais ; leur potentielle réapparition enverrait un signal politique très négatif. L'Irlande du Nord peut-elle, alors, rester dans le marché commun pour sauver la frontière ouverte ? Mais dans un tel cas de figure, elle ne serait plus traitée de la même manière que le reste du Royaume-Uni, ce qui serait de nature à provoquer la fureur des unionistes du DUP. L'accord de novembre 2019 entre le Royaume-Uni et l'Union européenne tente de contourner la difficulté en instaurant une sorte de frontière en mer d'Irlande entre l'Ulster et le reste du Royaume-Uni afin d'éviter de ressusciter la frontière inter-irlandaise. Les biens vendus par des entreprises de Grande-Bretagne à l'Irlande du Nord paient une taxe, qui est ensuite remboursée à ces entreprises si les biens en question restent en Irlande du Nord, ou reversée à l'Union européenne si lesdits biens franchissent la frontière inter-irlandaise. Cet arrangement complexe ne fait pas l'unanimité, notamment auprès des unionistes du DUP qui sont déçus de voir l'Irlande du Nord traitée différemment du reste du Royaume-Uni. A l'inverse, le Sinn Féin voit dans le Brexit l'opportunité de faire avancer son agenda politique vers une hypothétique réunification irlandaise : dans la mesure où l'Irlande du Nord a voté « *Remain* » et que la République d'Irlande demeure un Etat membre de l'Union, le Sinn Féin verrait bien en Dublin la bouée de sauvetage européenne de Belfast...
- Northern Ireland Neighbourhood Information Service, un outil qui permet de générer des cartes à partir des données du recensement de 2011 (<https://www.ninis2.nisra.gov.uk/public/InteractiveMapTheme.aspx?themeNumber=136&themeName=Census+2011>)
- “Hung parliament and 70 Lib Dem MPs: What the general election result would have been if we used a PR system”, The Independent, 13/12/2019 ([https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/general-election-results-pr-alternative-voting-sys",tem-tories-labour-hung-a9246661.html](https://www.independent.co.uk/news/uk/politics/general-election-results-pr-alternative-voting-sys))
- “Multiple Deprivation in Northern Ireland”, Northern Ireland Assembly, 01/06/2018 (<http://www.niassembly.gov.uk/globalassets/documents/raise/publications/2017-2022/2018/0118.pdf>)
- “Belfast’s Catholics wait longer for homes than Protestants”, The Economist, 03/11/2018 (<https://www.economist.com/britain/2018/11/03/belfasts-catholics-wait-longer-for-homes-than-protestants>)

- “Remembering’: Victims, Survivors and Commemoration in Northern Ireland”, CAIN – University of Ulster (<https://cain.ulster.ac.uk/victims/gis/maps/gismaps-02.html>)
- “Peace line, Belfast” (<https://www.geograph.org.uk/photo/1254138>)
- Fabien Jeannier, « Brexit and the challenges of the Irish border », *Géoconfluences*, janvier 2019 (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/programmes/dnl/dnl-hg-anglais/irish-border>)
- “EU Referendum: NI Remain vote declared”, BBC, 24/06/2016 (<https://www.bbc.com/news/av/uk-politics-eu-referendum-36615507/eu-referendum-ni-remain-vote-declared>)
- “EU PEACE programme in Northern Ireland must continue after Brexit”, European Economic and Social Committee, 11/03/2019 (<https://www.eesc.europa.eu/en/news-media/eesc-info/042019/articles/68205>)
- “Brexit explained: what is the problem with the Irish border?”, Channel 4 News, 07/11/2018 (<https://www.youtube.com/watch?v=1cfI5on5n84>)
- “‘We’re watching you!’ Ireland sends Boris Johnson warning over Brexit deal”, The Express, 06/03/2020 (<https://www.express.co.uk/news/politics/1251722/brexit-latest-news-EU-trade-talks-boris-johnson-ireland>)
- “For unionists in Northern Ireland, Brexit has backfired badly”, The Guardian, 01/02/2020 (<https://www.theguardian.com/commentisfree/2020/feb/01/unionists-northern-ireland-brexit-backfired-uk-government-nationalists>)

Fabien Jeannier, « [Le Brexit et la frontière irlandaise](#) », *Géoconfluences*, janvier 2019.

URL : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/brexit-frontiere-irlandaise/>